



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'emploi et les salaires pour de meilleures retraites

Après un passage en force avec le 49.3 – que personne n'a oublié –, le gouvernement semble résolu à rouvrir le dossier explosif des retraites. Pourtant, le contexte actuel montre combien il est important que le système de retraite soit stable et solide, afin d'assurer un niveau de pension qui ne dépende pas de la conjoncture économique.

L'urgence n'est pas à une telle réforme.

La CGT le réaffirme : pour sortir de la crise économique consécutive à la crise sanitaire, la priorité c'est l'emploi et, spécifiquement, celui des jeunes.

L'Unedic annonce près d'un million de chômeurs supplémentaires d'ici fin 2020, alors que près d'un million de jeunes vont arriver sur le marché de l'emploi en septembre. Dans ces conditions, il n'est pas acceptable de voir se multiplier les plans de licenciements massifs, déguisés sous des termes de novlangue tels « qu'accords de performance collective » ou « plan de sauvegarde de l'emploi » et, ce, alors que les entreprises bénéficient d'aides de l'État financées par des exonérations de cotisations qui creusent un peu plus les déficits sociaux.

Encore une fois, ce sont les travailleur.euse.s (particulièrement les « salarié.e.s premier.ière.s de corvée » durant la crise sanitaire) qui vont faire les frais de choix désastreux du gouvernement.

Que cherche le gouvernement sur les retraites ?

Satisfaire le patronat, avec un nouvel allongement de la durée de cotisation, éloignant de plus en plus l'âge d'accès à une retraite à taux plein.

Pour la CGT, les solutions pour sortir de la crise, sont :

- de permettre à toutes et tous d'avoir un bon emploi et de pouvoir travailler mieux et non pas plus et plus longtemps ;
- de partager le travail avec la réduction hebdomadaire à 32 heures pour toutes et tous ;
- des augmentations de salaires et, ainsi, plus de cotisations sociales attachées au salaire pour la sécurité sociale et les retraites.

C'est en augmentant les recettes, pour le financement de la retraite, que des perspectives de progrès seront possibles, notamment partir en retraite à 60 ans et même avant, en départ anticipé, pour les métiers pénibles. C'est cela qui permettra aux jeunes d'accéder plus rapidement à un emploi stable.

Dans ce contexte, la CGT juge particulièrement inquiétant de voir que le dossier des retraites est détaché du ministère des Solidarités et de la Santé, isolant la branche retraite du reste de la sécurité sociale, pour être rattachée au ministère du Travail. C'est un mauvais présage des intentions gouvernementales sur le devenir de l'ensemble de la sécurité sociale.

Avec les attaques sur les droits sociaux, on devine que le gouvernement veut encore renforcer la part consacrée à l'épargne retraite. Cette dernière fait perdre tous les travailleur.euse.s, en réduisant les recettes de la sécurité sociale avec les exonérations qui y sont liées et en amenuisant les droits collectifs et individuels liés à ces cotisations.

La crise actuelle révèle d'ailleurs encore de nouveaux perdants, avec l'utilisation par les entreprises de l'épargne salariale comme variable d'ajustement sur les effets du chômage partiel.

Pour la CGT, les urgences sont :

- la nécessité d'une autre politique de l'emploi, en particulier pour les jeunes, pour maintenir et développer l'emploi, en considérant celles et ceux qui travaillent, plutôt que les actionnaires et leurs dividendes ;

- le besoin de nouvelles garanties collectives, avec une sécurité sociale professionnelle pour toutes et tous ; cela passe par des droits au chômage étendus immédiatement et l'abrogation de la réforme d'assurance chômage ;
- une augmentation du financement de la protection sociale fondée sur la cotisation et mettant fin aux exonérations et autres exemptions.

Pour exiger une autre politique, en matière d'emploi et de salaire, et signifier l'arrêt de toute réforme régressive en matière de retraite, la CGT appelle à la mobilisation le 17 septembre.

Montreuil, le 10 juillet 2020